

**Art. 5. § 1 -** De stemgerechtigde leden van de begeleidingscommissie worden voor een onbepaalde tijd door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap op de voordracht van de afvaardigende inrichting benoemd.

Onder de leden die door de afvaardigende inrichtingen overeenkomstig artikel 4, punten 3 tot 7 voorgedragen zijn, is de voorkeur gegeven aan de personen die in de Duitstalige Gemeenschap wegens hun ervaring en hun actiever rein kunnen zorgen voor een maximale concentratie en samenwerking in het kader van de investeringen van de Europese structurfondsen en van de Europese communautaire initiatieven.

**§ 2.** De stemgerechtigde leden van de begeleidingscommissie treden uit als ze de hoedanigheid op grond waarvan ze benoemd werden en die in artikel 4 opgenomen is, verliezen.

Ze kunnen ook uit eigen wil of op verzoek van de afvaardigende inrichting uittrede.

De Regering benoemt onmiddellijk een nieuw lid wanneer een mandaat vacaat is.

**§ 3 -** De leider van het agentschap voor Europese programma's wordt door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap voor een bepaalde tijd benoemd.

**Art. 6.** De zetel van het agentschap voor Europese programma's en van de begeleidingscommissie is gevestigd bij het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap, Gospert 1-5 in 4700 Eupen.

**Art. 7.** Het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 10 mei 1995 tot schepping van een werkgroep voor de begeleiding van het programma *Socrates* van de Europese Unie in de Duitstalige Gemeenschap is opgeheven.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn ondertekening.

**Art. 9.** De Minister van Jeugd, Vorming, Media en Sociale Aangelegenheden en de Minister van Onderwijs, Cultuur, Wetenschappelijk Onderzoek, Monumenten en Landschappen zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 9 januari 1996.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,  
Minister van Financiën, Internationale Betrekkingen, Gezondheid, Gezin en Bejaarden, Sport en Toerisme,  
J. MARAITE

De Minister van Jeugd, Vorming, Media en Sociale Aangelegenheden,  
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs, Cultuur, Wetenschappelijk Onderzoek, Monumenten en Landschappen,  
W. SCHRÖDER

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 1985

[C — 27519]

**25 JUILLET 1996. — Décret relatif à la création de la zone mixte d'habitat et de loisirs de la Plate Taille (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est établi une zone mixte d'habitat et de loisirs dont le périmètre coïncide avec le périmètre de la zone de station touristique inscrite au plan de secteur de Thuin-Chimay (planche 57/3). Les articles 170 et 181 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, ci-après le Code, y sont applicables.

**Art. 2.** Par dérogation aux articles 93/1 à 93/15 du Code, aucun permis de bâtir, à l'exception des actes et travaux d'utilité publique ou des équipements communautaires, aucun permis de lotir ou aucun avis favorable à la délivrance d'un permis de camping-caravanning ne peut être délivré dans la zone visée à l'article 1er, tant que cette zone n'a pas fait l'objet, en tout ou en partie, d'un plan particulier d'aménagement visé par l'article 12 du Code.

Par dérogation à l'article 14, alinéa 1er, du Code, le ou les plans particuliers d'aménagement visés à l'alinéa 1er comportent :

- 1<sup>o</sup> l'indication de la situation existante de droit et de fait;
- 2<sup>o</sup> l'option urbanistique et planologique;
- 3<sup>o</sup> l'affectation détaillée de la zone visée à l'article 1er;
- 4<sup>o</sup> les prescriptions relatives à l'implantation, au gabarit, aux matériaux et à l'esthétique des constructions et des clôtures, celles relatives à leurs abords et aux cours et jardins ainsi qu'à l'établissement, à l'équipement et aux caractéristiques des espaces publics, notamment en fonction des personnes à mobilité réduite, aux zones de recul et aux plantations.

**Art. 3. § 1er.** Parmi les personnes agréées en vertu de l'article 11 du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le conseil communal ou, le cas échéant, le Gouvernement désigne la personne physique ou morale, privée ou publique, qu'il charge de l'élaboration d'une analyse globale d'aménagement du territoire relative au plan particulier d'aménagement visé à l'article 2.

**§ 2. L'analyse globale d'aménagement du territoire comprend :**

1<sup>o</sup> une description des objectifs du plan particulier d'aménagement projeté ainsi que des caractéristiques humaines et environnementales du territoire visé par le plan particulier d'aménagement projeté;

(1) Session 1995-1996.

Documents du Conseil. — 169 (1995-1996). N°s 1 et 2.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 17 juillet 1996. Discussion. Vote.

2° l'évaluation des effets probables de la mise en œuvre du plan particulier d'aménagement projeté sur l'homme et ses activités, la faune, la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et les paysages, l'héritage culturel ainsi que l'interaction entre ces divers facteurs;

3° l'examen des mesures à mettre en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs visés au 2°;

4° les destinations admissibles au regard des caractéristiques du territoire visé par le plan particulier d'aménagement projeté;

5° un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

**Art. 4.** § 1er. Par dérogation aux articles 18, alinéas 3 à 7, 20 et 21, alinéa 3, du Code, les modalités d'établissement du ou des plans particuliers d'aménagement visés à l'article 2 sont régies par les paragraphes qui suivent.

§ 2. L'avant-projet de plan particulier d'aménagement est soumis à une consultation publique préalable organisée conformément à l'article 12, § 2, du décret du 11 septembre 1985 précité.

§ 3. Après son adoption provisoire par le conseil communal, le projet de plan particulier d'aménagement est soumis à une enquête publique.

Dès l'annonce de l'enquête publique :

1° le projet de plan particulier d'aménagement et l'analyse globale d'aménagement du territoire visée à l'article 3 sont déposés à la maison communale, pendant trente jours, aux fins de consultation par le public; le début et la fin du délai de l'enquête publique sont précisés dans l'annonce, le délai étant suspendu entre le 16 juillet et le 15 août;

2° par l'entremise du collège des bourgmestre et échevins, est organisée le dernier jour de l'enquête publique à la maison communale une réunion de concertation dont il est dressé procès-verbal conformément aux articles 45, alinéas 1er et 3, 46, 47 et 49 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 précité.

Les réclamations et observations sont adressées, par écrit, au collège des bourgmestre et échevins, avant la fin du délai de l'enquête publique; elles sont annexées au procès-verbal de la réunion de concertation et au procès-verbal de clôture de l'enquête publique que le collège des bourgmestre et échevins dresse dans les huit jours de la clôture de l'enquête publique.

§ 4. Dans les huit jours de la clôture de l'enquête publique, est transmis au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable visé à l'article 11 du décret du 11 septembre 1985 précité et à la commission visée à l'article 148 du Code, le dossier comprenant :

1° le projet de plan particulier d'aménagement et l'analyse globale d'aménagement du territoire;

2° les réclamations, observations, avis et procès-verbaux.

Le Conseil et la commission transmettent leur avis dans les quarante jours de la demande du collège des bourgmestre et échevins ou, le cas échéant, du Gouvernement; à défaut, l'avis est réputé favorable.

§ 5. Le projet de plan particulier d'aménagement est adopté définitivement et, le cas échéant, soumis à l'approbation du Gouvernement.

L'arrêté du Gouvernement est publié par extrait au *Moniteur belge*.

Le public est invité à prendre connaissance du plan particulier d'aménagement approuvé à la maison communale. Le public est informé suivant les modes visés à l'article 112 de la nouvelle loi communale.

§ 6. Les dispositions réglant l'établissement du ou des plans particuliers d'aménagement visés à l'article 2 sont applicables à leur révision.

**Art. 5.** Par dérogation aux articles 9, alinéa 1er, et 10 du décret du 11 septembre 1985 précité, l'autorité compétente apprécie les incidences sur l'environnement d'un projet, soumis à permis de bâti, de lotir, de camping-caravanning ou à une autorisation d'exploiter un établissement dangereux, insalubre et incommod, en prenant en considération la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement visée aux articles 7 et 8 du même décret et l'analyse globale visée à l'article 4.

L'autorité compétente peut solliciter toute autre information qu'elle juge utile et notamment faire réaliser une mise à jour de l'analyse globale visée à l'article 4 si la demande de permis ou d'autorisation d'exploiter est introduite après un délai de cinq ans suivant l'approbation du plan particulier d'aménagement.

Au cas où le projet répond aux critères visés à l'article 3, § 2, 4°, l'autorité compétente dispense le projet du reste de la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement prévue par le décret du 11 septembre 1985 précité.

Lorsqu'une demande de permis ou d'autorisation d'exploiter est soumise à la réalisation d'une étude d'incidences sur l'environnement, l'enquête publique et la réunion de concertation visées à l'article 4 remplacent les modalités prescrites par le décret du 11 septembre 1985 précité, pour autant que la demande de permis ou d'autorisation d'exploiter et l'étude d'incidences y relative soient soumises à la même enquête que celle prévue à l'article 4.

**Art. 6.** Par dérogation aux articles 94bis et suivants et 119bis et suivants du Code, les projets de village de vacances et de parc résidentiel de week-end qui se conforment aux prescriptions du plan particulier d'aménagement visé à l'article 2, sont dispensés de la mise en œuvre des dispositions relatives à leur établissement.

**Art. 7.** L'article 6.4.5. du plan de secteur de Thuin-Chimay et les prescriptions littérales, relatifs à la zone de station touristique et tels qu'insérés par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 juillet 1989 arrêtant définitivement la modification partielle dudit plan de secteur, sont abrogés.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 juillet 1996. — Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 96 — 1985

[C — 27519]

25. JULI 1996

**Dekret bezüglich der Schaffung des Mehrzweckgebiets (Wohn- und Freizeitgebiet) der "Plate Taille" (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Es wird ein Mehrzweckgebiet (Wohn- und Freizeitgebiet) festgelegt, dessen Grenzen den Grenzen des im Sektorenplan Thuin-Chimay (Karte 57/3) eingetragenen touristischen Gebiets entsprechen. Die Artikel 170 und 181 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, nachstehend "das Gesetzbuch" genannt, finden darauf Anwendung.

**Art. 2** - In Abweichung von den Artikeln 93/1 bis 93/15 des Gesetzbuches darf keine Baugenehmigung, mit Ausnahme der gemeinnützigen Handlungen und Arbeiten oder der Gemeinschaftseinrichtungen, keine Erschließungsgenehmigung und auch kein günstiges Gutachten für die Aussstellung einer Camping-Caravaningzulassung in dem in Artikel 1 erwähnten Gebiet erteilt werden, solange dieses Gebiet nicht ganz oder teilweise den Gegenstand eines in Artikel 12 des Gesetzbuches erwähnten Bebauungsplans gebildet hat.

In Abweichung von Artikel 14 Absatz 1 des Gesetzbuches wird in dem bzw. den in Absatz 1 erwähnten Bebauungsplan(plänen) folgendes angegeben:

- 1° die Sach- und Rechtslage;
- 2° die Leitlinien in Sachen Raumordnung und -planung;
- 3° die detaillierte Zweckbestimmung des in Artikel 1 erwähnten Gebiets;
- 4° die Vorschriften über die Lage, die Größe, die Baustoffe und Ästhetik der Bauwerke und Umfriedungen, über deren Umgebungen und über die Höfe und Gärten, sowie über das Anlegen, die Ausrüstung und die Eigenschaften der öffentlichen Räume, insbesondere unter Berücksichtigung der Personen mit eingeschränkter Bewegungsfreiheit, und über die Bauliche und die Anpflanzungen.

**Art. 3** - § 1. Unter den Personen, die gemäß Artikel 11 des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region zugelassen sind, bezeichnet der Gemeinderat oder ggf. die Regierung die natürliche bzw. juristische Person des privaten bzw. des öffentlichen Rechts, die er bzw. sie beauftragt, eine globale Raumordnungsanalyse bezüglich des in Artikel 2 erwähnten Bebauungsplans auszuarbeiten.

- § 2. Die globale Raumordnungsanalyse umfaßt:
- 1° eine Beschreibung der Zielsetzungen des geplanten Bebauungsplans sowie der menschlichen und umweltbezogenen Eigenschaften des durch den geplanten Bebauungsplan betroffenen Gebiets;
  - 2° die Bewertung der möglichen Auswirkungen der Durchführung des geplanten Bebauungsplans auf den Menschen und dessen Tätigkeiten, auf die Fauna, die Flora, den Boden, die Luft, das Klima und die Landschaften, das kulturelle Erbe sowie die Bewertung der Interaktion dieser verschiedenen Elemente;
  - 3° die Erwägung der zu treffenden Maßnahmen zur Vermeidung oder Verringerung der unter 2° erwähnten negativen Auswirkungen;
  - 4° die zulässigen Zweckbestimmungen unter Berücksichtigung der Eigenschaften des durch den geplanten Bebauungsplan betroffenen Gebiets;
  - 5° eine nicht technische Zusammenfassung der obenstehenden Informationen.

**Art. 4** - § 1. In Abweichung von den Artikeln 18 Absätze 3bis 7, 20 und 21 Absatz 3 des Gesetzbuches werden die Modalitäten für die Aufstellung des bzw. der in Artikel 2 erwähnten Bebauungspläne durch die folgenden Paragraphen geregelt.

§ 2. Der Vorentwurf des Bebauungsplans ist einer gemäß Artikel 12 § 2 des vorerwähnten Dekrets vom 11. September 1985 organisierten Volksbefragung zu unterziehen.

§ 3. Nachdem der Gemeinderat den Bebauungsplanentwurf vorläufig angenommen hat, wird der Entwurf einer öffentlichen Untersuchung unterzogen.

Nach der Ankündigung der öffentlichen Untersuchung:

1° werden der Entwurf des Bebauungsplanes und die in Artikel 3 erwähnte globale Raumordnungsanalyse während dreißig Tagen zur Einsichtnahme durch die Bevölkerung im Gemeindehaus offengelegt. Der Anfang und das Ende der Frist der öffentlichen Untersuchung werden in der Ankündigung mitgeteilt. Diese Frist wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August unterbrochen;

2° wird am letzten Tag der öffentlichen Untersuchung eine Konzertierungsversammlung durch Vermittlung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums veranstaltet, deren Protokoll gemäß den Artikeln 45 Absätze 1 und 3, 46, 47 und 49 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Ausführung des vorerwähnten Dekrets vom 11. September 1985 aufgenommen wird.

Die Beschwerden und Bemerkungen sind vor Ablauf der Untersuchungsfrist schriftlich an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zu richten und dem Protokoll der Konzertierungsversammlung sowie dem Abschlußprotokoll der öffentlichen Untersuchung beizufügen. Letzteres wird innerhalb von acht Tagen nach dem Abschluß der öffentlichen Untersuchung von dem Kollegium aufgestellt.

§ 4. Innerhalb von acht Tagen nach dem Abschluß der öffentlichen Untersuchung wird dem in Artikel 11 des vorgenannten Dekrets vom 11. September 1985 erwähnten "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) und dem in Artikel 148 des Gesetzbuches erwähnten Raumordnungsbeirat eine Akte übermittelt, die das folgende enthält:

- 1° der Entwurf des Bebauungsplans und die globale Raumordnungsanalyse;
- 2° die Beschwerden, Bemerkungen, Gutachten und Protokolle.

Der Rat und der Beirat übermitteln ihr Gutachten innerhalb von vierzig Tagen nach dem Antrag des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums oder ggf. der Regierung; in Ermangelung dessen gilt ihr Gutachten als günstig.

(1) Sitzungsperiode 1995-1996.

Dokumente des Rates. — 169 (1995-1996) Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 17. Juli 1996. Diskussion. Abstimmung.

§ 5. Der Entwurf des Bebauungsplans wird endgültig angenommen und ggf. der Regierung zur Genehmigung unterworfen.

Der Erlass der Regierung wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die Bevölkerung wird aufgefordert, im Gemeindehaus in den genehmigten Bebauungsplan Einsicht zu nehmen. Sie wird auf die in Artikel 112 des neuen Gemeindesetzes vorgesehene Art darüber in Kenntnis gesetzt.

§ 6. Die Bestimmungen zur Regelung der Aufstellung des bzw. der in Artikel 2 erwähnten Bebauungspläne sind für deren Revision ebenfalls anwendbar.

**Art. 5** - In Abweichung von Artikel 9 Absatz 1 und Artikel 10 des vorerwähnten Dekrets vom 11. September 1985 bewertet die zuständige Behörde die Auswirkungen auf die Umwelt eines Entwurfs, für welches eine Bau-, eine Erschließungsgenehmigung, eine Camping-Caravaningzulassung oder eine Betriebsgenehmigung für eine gefährliche, gesundheitsschädliche und unbedeute Einrichtung zu erhalten ist. Bei dieser Bewertung berücksichtigt die Behörde die in den Artikeln 7 und 8 desselben Dekrets erwähnte Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt und die in Artikel 4 erwähnte globale Analyse.

Die zuständige Behörde kann jede weitere Information verlangen, die sie für nützlich hält; insbesondere kann sie eine Aktualisierung der in Artikel 4 erwähnten globalen Analyse durchführen lassen, wenn der Antrag auf eine Betriebsgenehmigung bzw. -erlaubnis nach Ablauf einer Frist von fünf Jahren nach der Genehmigung des Bebauungsplans eingereicht wird.

Falls der Entwurf den in Artikel 3 § 2 4° erwähnten Kriterien entspricht, befreit die zuständige Behörde den Entwurf von dem übrigen, durch das vorerwähnte Dekret vom 11. September 1985 vorgesehenen Verfahren der Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt.

Wenn ein Antrag auf eine Betriebsgenehmigung bzw. -erlaubnis der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterworfen ist, ersetzen die in Artikel 4 erwähnten öffentliche Untersuchung und Konzertierungsversammlung die durch das vorerwähnte Dekret vom 11. September 1985 vorgesehenen Modalitäten, soweit der Antrag auf eine Betriebsgenehmigung bzw. -erlaubnis und die damit verbundene Umweltverträglichkeitsprüfung derselben Untersuchung wie diejenige, die in Artikel 4 vorgesehen ist, unterworfen sind.

**Art. 6** - In Abweichung von den Artikeln 94bis und folgenden und 119bis und folgenden des Gesetzbuches werden die Projekte eines Feriendorfes und eines Wochenendwohnparks, die in Übereinstimmung mit den Vorschriften des in Artikel 2 erwähnten Bebauungsplanes stehen, von der Durchführung der Bestimmungen bezüglich ihres Anlegens befreit.

**Art. 7** - Der Artikel 6.4.5. des Sektorenplans Thuin-Chimay und die einschlägigen Vorschriften bezüglich des touristischen Gebiets, die durch den Erlass der wallonischen Regionalexekutive vom 20. Juli 1989 zur endgültigen Teilaenderung des besagten Sektorenplans eingefügt worden waren, werden aufgehoben.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.  
Namur, den 25. Juli 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung.  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung und der Internationalen Beziehungen,  
J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätzung und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 — 1985

[C — 27519]

25 JULI 1996

**Decreet betreffende de oprichting van het gemengde woon- en recreatiegebied van de "Plate-Taille" (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Er wordt een gemengd woon- en recreatiegebied opgericht waarvan de omtrek overeenstemt met die van het gebied voor toeristische centra dat in het gewestplan Thuin-Chimay (blad 57/3) is opgenomen. De artikelen 170 en 181 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium, hierna het Wetboek genoemd, zijn daarop van toepassing.

**Art. 2.** In afwijking van de artikelen 93/1 tot 93/15 van het Wetboek mag geen bouwvergunning, behalve voor handelingen en werken van openbaar nut of gemeenschapsvoorzieningen, geen verkavelingsvergunning of geen gunstig advies voor het verlenen van een camping-caravansvergunning voor het in artikel 1 bedoelde gebied afgegeven worden, zolang het niet, geheel of gedeeltelijk, opgenomen is in een bijzonder plan van aanleg, zoals bedoeld in artikel 12 van het Wetboek.

(1) Zitting 1995-1996.

Stukken van de Raad. — 169 (1995-1996) Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 17 juli 1996. Besprekking. Stemming.

In afwijking van artikel 14, eerste lid, van het Wetboek, bevat(ten) het/de in het eerste lid bedoelde bijzonder(e) plan(nen) van aanleg :

- 1° de bestaande rechts- en feitelijke toestand;
- 2° de stedebouwkundige en planologische optie;
- 3° de gedetailleerde bestemming van het in artikel 1 bedoelde gebied;
- 4° de voorschriften betreffende de plaatsing, de maximumbouwhoogte, de materialen en de welstand van de gebouwen en afsluitingen, de omgeving, de binnenplaatsen en de tuinen, alsmede de aanleg, de uitrusting en de kenmerken van de openbare plaatsen, waarbij o.a. rekening wordt gehouden met de minder-validen, de bouwvrije stroken en de beplanting.

**Art. 3. § 1.** Onder de personen die erkend zijn krachtens artikel 11 van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest wijst de gemeenteraad of, in voorkomend geval, de Regering de natuurlijke dan wel privaat- of publiekrechtelijke persoon aan om een globale ruimtelijke analyse te verrichten i.v.m. het in artikel 2 bedoelde bijzonder plan van aanleg.

§ 2. De globale ruimtelijke analyse bevat :

- 1° een qmschrijving van de doelstellingen van het ontwerp van bijzonder plan van aanleg alsmede van de menselijke en milieu-kenmerken van het grondgebied waarvan sprake in bovenvermeld ontwerp;
- 2° de schatting van de vermoedelijke weerslag van de tenuitvoerlegging van het ontwerp van bijzonder plan van aanleg op de mens en zijn activiteiten, de fauna, de flora, de grond, het water, de lucht, het klimaat en de landschappen, het culturele erfdeel, alsmede de interactie tussen die verschillende factoren;
- 3° het onderzoek van de te treffen maatregelen om de in 2° negatieve weerslag te voorkomen of te beperken;
- 4° de aanvaardbare bestemmingen rekening houdende met de kenmerken van het in het ontwerp van bijzonder plan van aanleg bedoelde grondgebied;
- 5° een samenvatting van bovenvermelde gegevens, zonder technische beschouwingen.

**Art. 4. § 1.** In afwijking van de artikelen 18, derde tot zevende lid, 20 en 21, derde lid, van het Wetboek, worden de voorschriften voor het opmaken van het of de bijzonder(e) plan(nen) van aanleg, waarvan sprake in artikel 2, geregeld bij de volgende paragrafen.

§ 2. Het voorontwerp van bijzonder plan van aanleg wordt overeenkomstig artikel 12, § 2, van bovenvermeld decreet van 11 september 1985 ter inzage gelegd.

§ 3. Na zijn voorlopige aanname door de gemeenteraad, wordt het voorontwerp van plan aan een openbaar onderzoek onderworpen.

Zodra het onderzoek is aangekondigd :

1° worden het ontwerp van bijzonder plan van aanleg en de in artikel 3 bedoelde globale ruimtelijke analyse gedurende dertig dagen ter inzage gelegd in het gemeentehuis; de aanvangs- en de einddatum van het openbaar onderzoek worden in de aankondiging vermeld. Deze termijn wordt geschorst tussen 16 juli en 15 augustus;

2° door bemiddeling van het college van burgemeester en schepenen wordt op de laatste dag van het openbaar onderzoek een overlegvergadering in het gemeentehuis belegd, waarvan een proces-verbaal wordt opgemaakt overeenkomstig de artikelen 45, eerste en derde leden, 46, 47 en 49 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 tot uitvoering van bovenvermeld decreet van 11 september 1985.

De bezwaren en opmerkingen moeten vóór het einde van het openbaar onderzoek schriftelijk worden meegedeeld aan het college van burgemeester en schepenen; zij moeten gevoegd worden bij het proces-verbaal van de overlegvergadering en bij het proces-verbaal van sluiting van het openbaar onderzoek dat het college van burgemeester en schepenen binnen achttien dagen na de sluiting opmaakt.

§ 4. Binnen achttien dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek wordt het dossier voorgelegd aan de Waalse Milieuraad voor de Duurzame Ontwikkeling bedoeld in artikel 11 van bovenvermeld decreet van 11 september 1985 en aan de commissie bedoeld in artikel 148 van het Wetboek. Dit dossier bevat :

- 1° het ontwerp van bijzonder plan van aanleg en de globale ruimtelijke analyse;
- 2° de bezwaren, opmerkingen, adviezen en processen-verbaal.

De Raad en de commissie brengen hun advies uit binnen veertig dagen na het verzoek van het college van burgemeester en schepenen of, in voorkomend geval, van de Regering; bij onstentenis hiervan wordt het advies geacht gunstig te zijn.

§ 5. Het ontwerp van bijzonder plan van aanleg wordt definitief aangenomen en, in voorkomend geval, aan de goedkeuring van de Regering onderworpen.

Het besluit van de Regering wordt aan de hand van een uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Het goedgekeurd bijzonder plan van aanleg ligt ter inzage op het gemeentehuis. Het publiek wordt ingelicht op de wijze bedoeld in artikel 12 van de nieuwe gemeentewet.

§ 6. De bepalingen voor het opmaken van het of de in artikel 2 bedoelde bijzonder(e) plan(nen) van aanleg zijn van toepassing bij de herziening ervan.

**Art. 5.** In afwijking van de artikelen 9, eerste lid, en 10 van bovenvermeld decreet van 11 september 1985 beoordeelt de bevoegde overheid de milieueffecten van een ontwerp dat onderworpen is aan een bouw-, verkavelings-, camping-caravaningsvergunning of aan een vergunning voor de exploitatie van een inrichting die als gevaarlijk, ongezond en hinderlijk wordt beschouwd, waarbij rekening wordt gehouden met de toelichting van de milieueffectenbeoordeling, bedoeld in de artikelen 7 en 8 van hetzelfde decreet en met de globale analyse, waarvan sprake in artikel 4.

De bevoegde overheid kan verzoeken om alle verdere informatie die ze nuttig acht en o.a. de in artikel 4 bedoelde globale analyse laten actualiseren, indien de aanvraag om exploitatievergunning of -machting wordt ingediend na een termijn van vijf jaar volgend op de goedkeuring van het bijzonder plan van aanleg.

Indien het ontwerp aan de in artikel 3, § 2, 4°, bedoelde criteria beantwoordt, stelt de bevoegde overheid het vrij van de overige procedure van milieueffectenbeoordeling zoals bepaald in bovenvermeld decreet van 11 september 1985.

Wanneer een aanvraag om exploitatievergunning onderworpen is aan een milieueffectenbeoordeling, vervangen het openbaar onderzoek en de overlegvergadering, waarvan sprake in artikel 4, de voorschriften opgelegd bij bovenvermeld decreet van 11 september 1985, voor zover de aanvraag om exploitatievergunning en de desbetreffende milieueffectenbeoordeling onderworpen zijn aan hetzelfde onderzoek als dat bedoeld in artikel 4.

**Art. 6.** In afwijking van de artikelen 94bis en volgende en 119bis en volgende van het Wetboek worden de projecten van vakantiedorpen en weekendverblijfparken die de in artikel 2 bedoelde voorschriften van het bijzonder plan van aanleg vervullen, vrijgesteld van de tenuitvoerlegging van de beschikkingen betreffende hun vestiging.

**Art. 7.** Artikel 6.4.5. van het gewestplan Thuin-Chimay en de voorschriften m.b.t. het gebied voor toeristische centra, zoals ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 juli 1989 waarbij de gedeelde wijziging van het gewestplan definitief is bepaald, worden opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 25 juli 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
**R. COLLIGNON**

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
**M. LEBRUN**

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
**B. ANSELME**

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
**J.-C. VAN CAUWENBERGHE**

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
**J.-P. GRAFE**

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
**W. TAMINIAUX**

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
**G. LUTGEN**

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[11268]

#### Toelating verleend aan een pensioenfonds om een voorzorgsactiviteit uit te oefenen

Bij koninklijk besluit van 20 augustus 1996 wordt aan het pensioenfonds « Pensioenfonds EDS Belgium » (administratief codenummer 50.492) vereniging zonder winstoogmerk waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Fountain Plaza, Belgicastraat 5, te 1930 Zaventem, toelating verleend om een voorzorgsactiviteit uit te oefenen.

Dit besluit treedt in werking vanaf de onderhavige bekendmaking.

#### Toelatingen verleend aan ondernemingen om aan verzekeringen te doen

Bij koninklijk besluit van 30 augustus 1996 wordt aan de onderneming « Garantiefonds Reizen », in 't kort : « GF » (administratief codenummer 1055), onderlinge verzekерingsvereniging waarvan de zetel is gevestigd Metrologielaan 6, te 1130 Brussel, de toelating verleend om de volgende takken te beoefenen :

- « Diverse geldelijke verliezen » (tak 16);
- « Hulpverlening » (tak 18).

Dit besluit treedt in werking vanaf de onderhavige bekendmaking.

### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

[11268]

#### Agrément accordé à un fonds de pensions pour exercer une activité de prévoyance

Par arrêté royal du 20 août 1996 l'agrément est accordé au fonds de pensions « Pensioenfonds EDS Belgium » (code administratif n° 50.492), association sans but lucratif, dont le siège social est situé Fountain Plaza, Belgicastraat 5, à 1930 Zaventem, pour exercer une activité de prévoyance.

Cet arrêté entre en vigueur le jour de la présente publication.

[11274]

[11274]

#### Agréments accordés à des entreprises pour faire des opérations d'assurances

Par arrêté royal du 30 août 1996 est accordé l'agrément à l'entreprise « Fonds de Garantie Voyages », en abrégé : « FG » (code administratif numéro 1055), association d'assurances mutuelles, dont le siège est situé avenue de la Métrologie 6, à 1130 Bruxelles, pour pratiquer les branches suivantes :

- « Pertes pécuniaires diverses » (branche 16);
- « Assistance » (branche 18).

Cet arrêté entre en vigueur le jour de la présente publication.

[11276]

[11276]

Bij koninklijk besluit van 30 augustus 1996 wordt aan de onderneming « Conac Pension Trust NV » (administratief codenummer 1054), naamloze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Kunstlaan 1-2, te 1040 Brussel, de toelating verleend om de volgende takken te beoefenen :

— « Levensverzekeringen, niet verbonden met beleggingsfondsen, met uitzondering van bruidsschats- en geboorteverscheringen » (tak 21);

— « Levens-, bruidsschats- en geboorteverscheringen in verband met beleggingsfondsen » (tak 23).

Dit besluit treedt in werking vanaf de onderhavige bekendmaking.

Par arrêté royal du 30 août 1996 est accordé l'agrément à l'entreprise « Conac Pension Trust NV » (code administratif numéro 1054), société anonyme dont le siège social est situé avenue des Arts 1-2, à 1040 Bruxelles, pour pratiquer les branches suivantes :

— « Assurances sur la vie non liées à des fonds d'investissement, à l'exception des assurances de nuptialité et de natalité » (branche 21);

— « Assurances sur la vie, assurances de nuptialité et de natalité liées à des fonds d'investissement » (branche 23).

Cet arrêté entre en vigueur le jour de la présente publication.